

## Evolutions monétaires en Guyane au 30 septembre 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'économie mondiale progresse encore faiblement au premier semestre 2013, atteignant 2,5 % en moyenne, soit un rythme comparable à celui du deuxième semestre 2012. La croissance commence à ralentir dans les pays émergents, tandis qu'elle montre des signes de renforcement dans plusieurs pays avancés. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire international (FMI) d'octobre 2013, l'économie mondiale devrait progresser de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2013 (contre + 3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance perd de la vitesse au troisième trimestre 2013, avec un PIB en hausse de 0,1 % (+ 0,3 % à fin juin 2013), pénalisé par le faible dynamisme de la consommation privée et les niveaux élevés de chômage. Après avoir rebondi au deuxième trimestre, le PIB français se replie de 0,1 % au troisième trimestre, tandis que l'activité allemande évolue encore favorablement (PIB en hausse de 0,3 %).

Lors de sa réunion du 7 novembre le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi a indiqué : « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre (...). »... « Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...).».

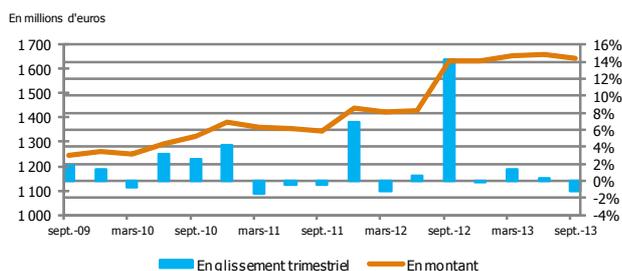
### UNE ACTIVITÉ AU RALENTI

Avec un financement de l'économie en stagnation (+0,2 %, soit 5,2 M€), portant l'encours sain de crédit à 2 574 M€, ainsi qu'une collecte en diminution de 1,2 % (soit -19,9 M€) pour s'établir à 1 641 M€, l'activité bancaire du département s'affiche au ralenti à fin septembre 2013 par rapport au trimestre précédent.

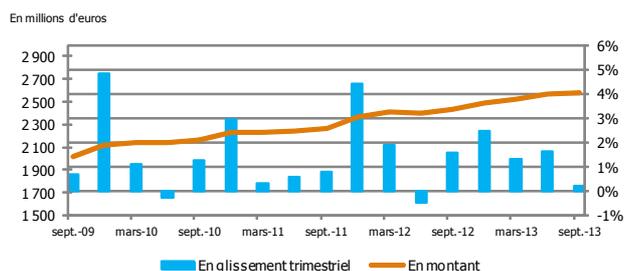
Bien que toujours portés par les crédits à l'habitat (+2,2 %, soit 32,6 M€), les crédits sains à l'économie sont marqués par l'apparition de nouvelles créances douteuses principalement sur les collectivités locales<sup>1</sup>, ainsi que par une baisse des crédits à l'équipement des entreprises (-3,0 %, soit -9,6 M€).

La diminution des placements s'observe à la fois sur le segment des entreprises (-13,6 M€, soit -2,9 %), en raison de la forte sensibilité de l'épargne à long terme liée essentiellement à la valorisation boursière à la baisse d'un actif de montant élevé, mais également au niveau des ménages (-1,0 %, soit -10,2 M€) principalement sur les placements liquides (-9,5 M€) et les dépôts à vue (-3,7 M€).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



<sup>1</sup> Déclassement d'un encours important sur une contrepartie dans le portefeuille d'un des ECIL.

# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT CONTRASTÉE

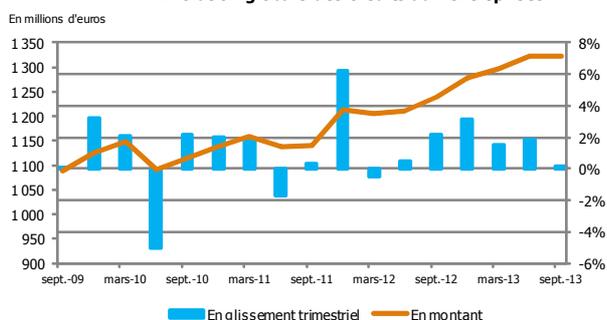
## Stagnation des crédits aux entreprises

Le financement des **entreprises** s'affiche en stagnation sur le trimestre, l'encours sain s'établit à 1 323 M€ (+0,1 %, soit +1,8 M€). Sur un an, il progresse en revanche de 6,8 %.

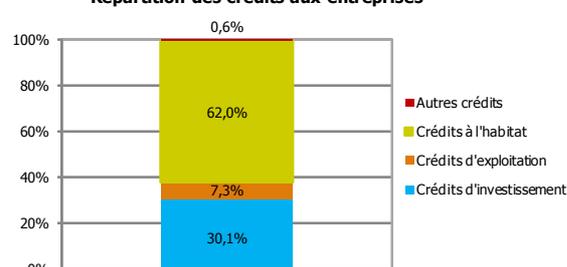
Les **crédits à l'habitat** dont l'encours s'établit à 820,9 M€, représentant 62 % des crédits aux entreprises, restent le premier moteur de l'activité financière (+2,2 %, soit 17,4 M€). Les **crédits à l'investissement** se rétractent de 3,1 % (-12,6 M€), en raison d'une diminution importante des encours de crédits d'équipement (-3,0 %, soit -9,6 M€) malgré une hausse notable des encours sur les entrepreneurs individuels (32,2 %, soit 8 M€).

La diminution des **crédits d'exploitation** de 4,1 % (soit -4,1 M€) s'explique principalement par un recul significatif des comptes ordinaires débiteurs (-10,8 %, soit -6 M€), après une forte utilisation au trimestre précédent. L'utilisation du découvert par les entreprises reste particulièrement marquée sur 2013, puisque représentant plus de la moitié des crédits d'exploitation lors des trois derniers trimestres (contre 37 % en moyenne mobile sur les trois dernières années). Les crédits de trésorerie affichent une reprise sur le trimestre de 6,8 % (2,1 M€).

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises

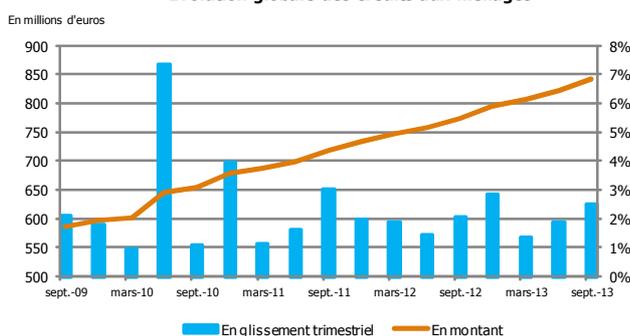


## Croissance toujours soutenue des crédits aux ménages

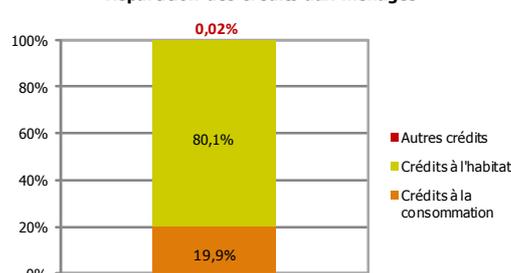
Les **crédits aux ménages** maintiennent leur rythme de progression, avec une hausse trimestrielle de 2,5 % (20,4 M€), portent l'encours sain à 842 M€, en augmentation de 8,8 % sur un an.

Cette progression s'explique toujours par l'importance des **crédits à l'habitat** (+2,3 %, soit 15,3 M€), représentant 80 % de l'encours sain des ménages. Les **crédits à la consommation** sont orientés à la hausse (+3,2 %, soit 5,2 M€) et totalisent 168 M€ d'encours. Dans le détail, les crédits de trésorerie augmentent de 2,8 % (+3,9 M€) et les comptes ordinaires débiteurs de 14,3 % (+1,8 M€), tandis que les opérations de crédits bail reculent de 4,0 % (-0,5 M€).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



## Réduction de l'encours sain de crédits aux collectivités locales

L'encours sain de **crédits aux collectivités locales** diminue de manière significative sur le trimestre (-4,3 %, soit -16,6 M€), pour s'établir à 372 M€. L'apparition de nouvelles créances douteuses sur des crédits à l'équipement explique la diminution de l'encours sain, tandis que l'encours brut s'affiche en légère augmentation (+0,3 %, soit 1,2 M€). L'encours aux collectivités locales représente 14 % de l'encours sain total et demeure concentré sur un faible nombre de contreparties. Par conséquent, les variations observées sont parfois importantes sur ce segment.

## Hausse de la sinistralité

En raison de la hausse des encours douteux enregistrée sur le segment des collectivités locales, l'encours de **créances douteuses brutes** des établissements de crédit implantés localement (ECIL) se relève de 18,5 % (+17,7 M€) pour s'établir à 113 M€. Le taux de créances douteuses des ECIL se dégrade donc en augmentant de 0,7 point sur le trimestre, et de 0,4 point sur un an pour atteindre 4,8%. Avec un encours de provisions constant sur le trimestre, le **taux de provisionnement** global baisse en conséquence de 5,7 points.

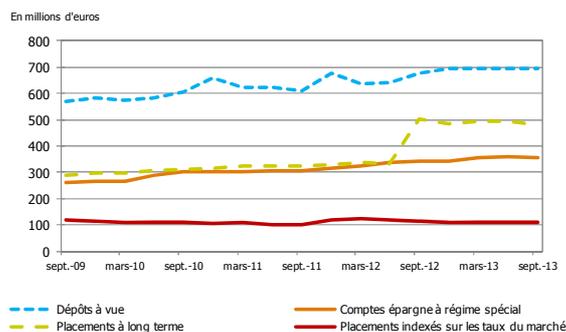
## CONTRACTION DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 1 641 M€, en recul de 1,2 % ce trimestre (-19,9 M€).

Les **dépôts à vue** présentent une diminution modérée de 0,1 % (0,9 M€), tandis que la contraction observée sur les **placements liquides** est plus marquée avec -1,2 % (-5,6 M€), pénalisés par une décollecte sur les livrets ordinaires (-2,5 M€, soit -2,2 %) et les livrets A (-1,7 M€, soit -0,9 %).

Les **placements à long terme** reculent de 2,7 % (-13,4 M€) et expliquent en grande partie la diminution du total des actifs financiers. La baisse la plus importante s'observe sur les placements en actions (-15,9 M€, soit -10,4 %) résultant davantage d'une valorisation en baisse du portefeuille qu'à une décollecte. L'évolution de l'épargne constituée en assurance vie reste pour sa part bien orientée (+2,3 M€).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



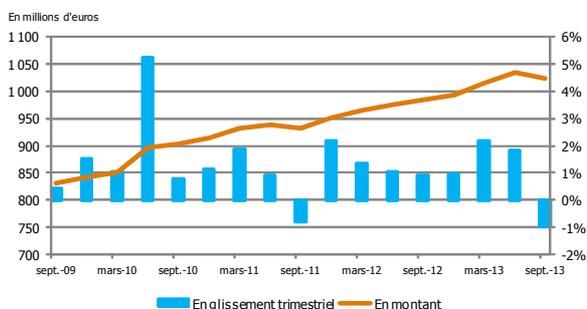
## Recul de l'épargne des ménages

Au cours du troisième trimestre, les placements des ménages enregistrent un repli de 1 % (soit 10,2 M€), ramenant l'encours total à 1 023 M€, toutefois en progression de 4,0 % sur un an. Ils représentent 62 % de l'ensemble des placements des agents économiques de la place.

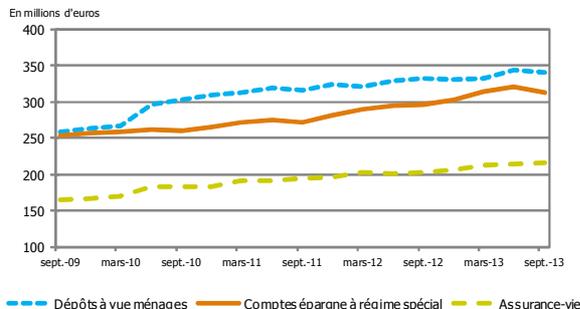
Après un deuxième trimestre particulièrement dynamique, les **dépôts à vue** s'essoufflent (-3,7 M€, soit -1,1 %). Les **placements liquides** sont à l'origine de la plus forte baisse en valeur (-9,5 M€, soit -2,7 %) et plus particulièrement en raison d'une régression combinée sur la quasi intégralité des supports, à savoir principalement les livrets ordinaires (-4,8 % soit -4,7 M€), les livrets A et bleus (-1,7 %, soit -2,9 M€), ainsi que les placements indexés sur les taux de marché (-1,2 M€). La décollecte sur les supports de livrets A, déjà observée le trimestre précédent, peut être rapprochée des dépenses occasionnées par les périodes de vacances puis de rentrée scolaire.

En ligne avec l'évolution observée au cours des trimestres précédents, les **placements à long terme** maintiennent leur croissance (+0,9 %, soit 3 M€), en premier lieu au niveau des placements d'assurance vie (+1,1 %, soit 2,3 M€), mais également au niveau des plans d'épargne logement (0,8 M€ soit +0,8 %). A la fin de ce trimestre, les placements long terme représentent 33,6 % de l'épargne des ménages et deviennent ainsi le premier support de placement en termes d'encours, devant les dépôts à vue.

Evolution des actifs financiers des ménages



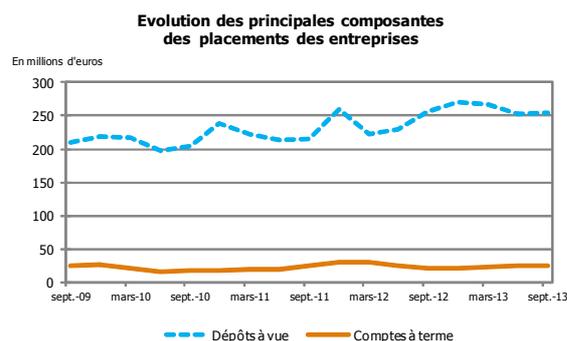
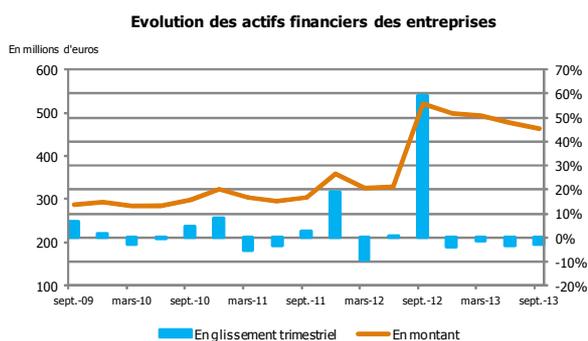
Evolution des principales composantes des placements des ménages



## Poursuite de la tendance à la baisse des actifs des entreprises

Pour le quatrième trimestre consécutif, les actifs financiers détenus par les sociétés non financières s'inscrivent à la baisse avec un recul de 2,9 % (soit -13,6 M€), établissant l'encours à 462 M€, soit -11,0% sur un an (-57 M€). **L'épargne à long terme** est à l'origine d'un tassement de 17,1 M€ (-11,4%), en raison d'une diminution de la valorisation boursière d'un placement de montant élevé dans les livres d'un établissement de crédit local. Si l'on neutralisait cette opération les actifs financiers des entreprises progresseraient de 0,7 % sur le trimestre mais diminueraient néanmoins de 4,6 % sur un an.

Les **placements liquides** reculent de 15,1 % sur un an malgré une reprise sur le trimestre (+2,5 %, soit 1,8 M€), issue d'une collecte sur les OPCVM monétaires. Après une contraction importante au deuxième trimestre, les **dépôts à vue** reprennent légèrement (+0,6 %, soit 1,6 M€).



## Progression des placements des autres agents

Les placements des autres agents économiques progressent de 2,6 % (+3,9 M€) sur le trimestre et totalisent un encours de 155 M€. Dans le détail, l'évolution provient en premier lieu des comptes d'épargne à régime spécial (+10,6%, soit 2,4 M€), suivis des dépôts à vue également bien orientés (+1,2 %, soit +1,1 M€). L'épargne à long terme cumule 5,1 M€ d'encours, en hausse de 0,7 M€ sur le trimestre.

### MÉTHODOLOGIE

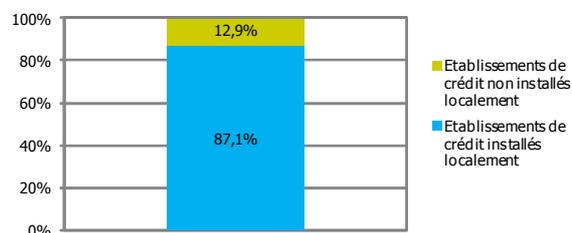
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages »: les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

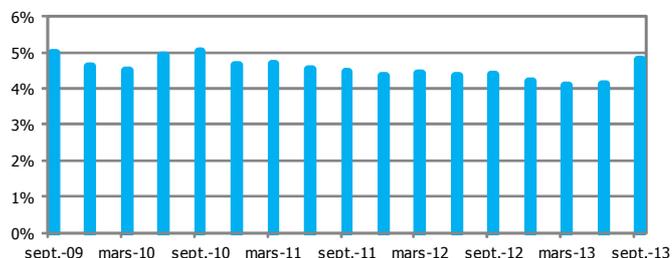
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	85,0	71,2	78,3	90,3	101,0	95,255	100,6	96,5	-4,1%	6,9%
<i>Créances commerciales</i>	8,0	6,0	7,7	7,8	9,2	6,9	7,9	7,3	-7,2%	-5,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	48,7	34,5	32,4	30,8	35,5	32,4	30,5	32,6	6,8%	5,9%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	9,1	6,7	6,5	5,8	6,0	5,7	6,0	5,3	-12,0%	-9,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27,6	24,5	33,5	44,7	47,5	48,8	55,2	49,2	-10,8%	10,1%
<i>Affacturation</i>	0,6	6,2	4,7	7,0	8,7	7,1	6,9	7,3	5,3%	4,1%
Crédits d'investissement	351,4	353,7	366,8	371,8	388,6	402,2	410,2	397,6	-3,1%	6,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	267,8	286,2	295,9	281,8	294,0	302,9	314,6	305,0	-3,0%	8,2%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	21,4	39,8	34,7	25,5	25,4	25,6	24,8	32,8	32,2%	28,6%
<i>Crédit-bail</i>	83,6	67,5	70,8	90,0	94,6	99,3	95,6	92,6	-3,1%	2,9%
Crédits à l'habitat	649,9	685,0	690,9	770,8	782,1	793,4	803,5	820,9	2,2%	6,5%
Autres crédits	3,5	4,8	5,3	6,0	6,2	6,4	7,0	8,1	14,6%	35,2%
<b>Encours sain</b>	<b>1 089,6</b>	<b>1 114,8</b>	<b>1 141,3</b>	<b>1 238,9</b>	<b>1 277,8</b>	<b>1 297,3</b>	<b>1 321,3</b>	<b>1 323,1</b>	<b>0,1%</b>	<b>6,8%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	171,6	169,6	167,7	162,3	164,7	162,5	162,4	167,6	3,2%	3,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	151,9	147,1	138,6	134,4	138,0	136,0	136,7	140,5	2,8%	4,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	8,5	9,8	13,3	13,8	12,9	13,0	12,8	14,6	14,3%	5,6%
<i>Crédit-bail</i>	11,2	12,7	15,8	14,1	13,8	13,4	13,0	12,5	-4,0%	-11,5%
Crédits à l'habitat	414,1	483,8	551,5	611,2	630,9	643,7	658,8	674,0	2,3%	10,3%
Autres crédits	0,6	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-15,4%	-28,1%
<b>Encours sain</b>	<b>586,3</b>	<b>653,5</b>	<b>719,5</b>	<b>773,8</b>	<b>795,7</b>	<b>806,4</b>	<b>821,4</b>	<b>841,8</b>	<b>2,5%</b>	<b>8,8%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	2,4	0,7	0,7	0,9	0,6	0,8	6,9	6,9	0,6%	672,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1,1	0,0	0,0				6,0	6,1	1,5%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,3	0,7	0,7	0,9	0,6	0,8	0,9	0,8	-5,7%	-9,5%
Crédits d'investissement	313,3	357,1	379,1	387,6	379,8	387,5	382,0	365,3	-4,4%	-5,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	312,9	356,8	379,0	387,6	379,8	387,5	381,9	365,3	-4,4%	-5,8%
Autres crédits	0,9	0,8	0,7	0,4	0,2	0,2	0,1	0,1		-68,6%
<b>Encours sain</b>	<b>316,6</b>	<b>358,5</b>	<b>380,5</b>	<b>388,9</b>	<b>380,7</b>	<b>388,6</b>	<b>388,9</b>	<b>372,3</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-4,3%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>28,7</b>	<b>36,2</b>	<b>23,4</b>	<b>33,4</b>	<b>40,3</b>	<b>35,0</b>	<b>37,3</b>	<b>36,9</b>	<b>-1,1%</b>	<b>10,2%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>2 021,2</b>	<b>2 163,0</b>	<b>2 264,7</b>	<b>2 434,9</b>	<b>2 494,6</b>	<b>2 527,3</b>	<b>2 568,9</b>	<b>2 574,1</b>	<b>0,2%</b>	<b>5,7%</b>
<i>dont ECNIL</i>	327,0	317,3	320,9	338,9	347,1	340,3	346,6	332,7	-4,0%	-1,9%
Créances douteuses brutes	100,0	106,0	99,4	106,5	105,5	100,9	105,5	117,6	11,4%	10,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	34,6	40,9	37,3	43,1	43,2	38,7	42,1	53,7	27,4%	24,4%
(dt) <i>Entreprises</i>	21,5	24,9	28,2	32,8	31,6	26,9	30,5	24,8	-18,7%	-24,6%
(dt) <i>Ménages</i>	12,1	10,6	8,8	10,0	11,3	11,5	11,4	10,7	-6,1%	6,2%
Provisions	65,4	65,1	62,2	63,3	62,3	62,2	63,4	63,9	0,8%	0,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>2 121,2</b>	<b>2 269,0</b>	<b>2 364,1</b>	<b>2 541,4</b>	<b>2 600,1</b>	<b>2 628,2</b>	<b>2 674,4</b>	<b>2 691,6</b>	<b>0,6%</b>	<b>5,9%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,7%	4,7%	4,2%	4,2%	4,1%	3,8%	3,9%	4,4%	0,4 pt	0,2 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	5,0%	5,0%	4,5%	4,4%	4,2%	4,1%	4,1%	4,8%	0,7 pt	0,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	65,4%	61,4%	62,5%	59,5%	59,0%	61,6%	60,1%	54,4%	-5,7 pt	-5,1 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>288,4</b>	<b>297,9</b>	<b>302,8</b>	<b>520,1</b>	<b>499,9</b>	<b>493,6</b>	<b>476,0</b>	<b>462,4</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-11,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>209,9</b>	<b>204,9</b>	<b>214,6</b>	<b>255,7</b>	<b>269,6</b>	<b>267,3</b>	<b>252,1</b>	<b>253,8</b>	<b>0,6%</b>	<b>-0,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>69,1</b>	<b>85,9</b>	<b>80,7</b>	<b>89,4</b>	<b>79,3</b>	<b>73,9</b>	<b>74,1</b>	<b>76,0</b>	<b>2,5%</b>	<b>-15,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,6	25,3	22,9	28,3	22,3	18,0	18,0	19,0	5,2%	-32,9%
Placements indexés sur les taux de marché	68,4	60,6	57,8	61,2	56,9	55,9	56,1	57,0	1,6%	-6,8%
<i>dont comptes à terme</i>	24,7	16,6	23,7	20,6	21,2	22,8	24,5	24,4	-0,8%	18,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	42,3	43,0	23,4	32,3	31,4	28,9	27,2	28,3	4,0%	-12,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,4	1,0	10,7	8,3	4,3	4,3	4,3	4,3	0,0%	-48,2%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>9,5</b>	<b>7,2</b>	<b>7,5</b>	<b>175,0</b>	<b>151,1</b>	<b>152,5</b>	<b>149,7</b>	<b>132,7</b>	<b>-11%</b>	<b>-24,2%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,3	4,7	5,2	4,5	4,0	4,0	3,9	3,1	-22,0%	-31,1%
<b>Ménages</b>	<b>830,5</b>	<b>903,3</b>	<b>931,7</b>	<b>983,9</b>	<b>993,5</b>	<b>1 015,2</b>	<b>1 033,6</b>	<b>1 023,4</b>	<b>-1,0%</b>	<b>4,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>259,4</b>	<b>303,4</b>	<b>315,7</b>	<b>333,1</b>	<b>331,4</b>	<b>333,0</b>	<b>344,6</b>	<b>340,9</b>	<b>-1,1%</b>	<b>2,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>290,9</b>	<b>297,1</b>	<b>302,2</b>	<b>325,2</b>	<b>331,8</b>	<b>343,8</b>	<b>348,1</b>	<b>338,6</b>	<b>-2,7%</b>	<b>4,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	253,8	260,8	272,8	296,8	303,5	314,4	321,3	312,9	-2,6%	5,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	81,8	83,0	86,6	98,4	91,8	96,0	97,0	92,3	-4,8%	-6,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	119,6	126,6	135,4	146,2	155,3	161,4	165,8	162,9	-1,7%	11,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,6	2,5	2,3	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	-4,4%	-7,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	10,5	9,0	7,4	6,9	7,0	6,2	6,3	6,2	-2,1%	-10,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,4	14,8	15,9	17,3	21,1	22,7	24,0	24,1	0,4%	39,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,0	24,8	25,2	25,9	26,2	26,1	26,3	25,6	-2,4%	-1,0%
Placements indexés sur les taux de marché	37,1	36,3	29,4	28,4	28,3	29,4	26,9	25,7	-4,5%	-9,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	23,5	19,7	19,6	21,2	20,6	21,5	20,1	19,8	-1,4%	-6,4%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	13,6	16,6	9,8	7,2	7,7	7,9	6,8	5,9	-13,8%	-19,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>280,2</b>	<b>302,8</b>	<b>313,8</b>	<b>325,6</b>	<b>330,3</b>	<b>338,4</b>	<b>340,9</b>	<b>343,9</b>	<b>0,9%</b>	<b>5,6%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	76,8	80,4	83,3	87,1	88,8	91,4	92,5	93,3	0,8%	7,0%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,2	5,9	5,7	5,4	5,4	5,3	5,2	5,2	0,0%	-2,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	9,0%	-14,1%
<i>dont portefeuille-titres</i>	13,0	15,8	15,3	18,2	18,0	18,1	17,9	17,8	-0,4%	-2,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	18,4	15,6	13,0	10,4	10,7	10,3	9,8	9,8	-0,2%	-5,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	164,8	184,2	195,4	203,6	206,7	212,7	214,7	217,0	1,1%	6,6%
<b>Autres agents</b>	<b>124,1</b>	<b>122,4</b>	<b>111,6</b>	<b>130,2</b>	<b>138,5</b>	<b>146,2</b>	<b>150,9</b>	<b>154,8</b>	<b>2,6%</b>	<b>18,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>98,6</b>	<b>95,2</b>	<b>80,9</b>	<b>85,8</b>	<b>94,1</b>	<b>93,4</b>	<b>97,3</b>	<b>98,4</b>	<b>1,2%</b>	<b>14,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>24,3</b>	<b>25,6</b>	<b>27,1</b>	<b>41,3</b>	<b>41,6</b>	<b>48,3</b>	<b>49,2</b>	<b>51,3</b>	<b>4,3%</b>	<b>24,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	9,5	13,9	10,7	17,7	18,5	20,9	22,5	24,8	10,6%	40,4%
Placements indexés sur les taux de marché	14,9	11,7	16,4	23,7	23,2	27,4	26,8	26,5	-1,0%	12,1%
<i>dont comptes à terme</i>	6,3	7,7	9,7	14,8	14,5	17,3	15,9	17,1	7,6%	15,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1,1</b>	<b>1,6</b>	<b>3,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,7</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>5,1</b>	<b>15,5%</b>	<b>68,4%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 243,0</b>	<b>1 290,2</b>	<b>1 352,8</b>	<b>1 634,2</b>	<b>1 631,9</b>	<b>1 655,0</b>	<b>1 660,5</b>	<b>1 640,7</b>	<b>-1,2%</b>	<b>0,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>567,9</b>	<b>603,5</b>	<b>611,2</b>	<b>674,6</b>	<b>695,2</b>	<b>693,7</b>	<b>694,1</b>	<b>693,1</b>	<b>-0,1%</b>	<b>2,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>384,3</b>	<b>408,5</b>	<b>410,0</b>	<b>456,0</b>	<b>452,7</b>	<b>466,0</b>	<b>471,5</b>	<b>465,9</b>	<b>-1,2%</b>	<b>2,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	263,9	300,0	306,3	342,8	344,3	353,3	361,8	356,8	-1,4%	4,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	87,2	94,0	94,6	112,3	106,4	113,0	115,4	112,9	-2,2%	0,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	122,6	154,7	160,9	178,3	181,5	183,1	187,6	186,0	-0,9%	4,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,6	2,5	2,3	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	-4,4%	-7,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	10,5	9,0	7,4	6,9	7,0	6,2	6,3	6,2	-2,1%	-10,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,4	14,9	15,9	17,3	21,1	22,7	24,0	24,1	0,4%	39,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,0	24,9	25,2	25,9	26,2	26,1	26,3	25,7	-2,3%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	120,4	108,6	103,7	113,2	108,4	112,7	109,8	109,2	-0,5%	-3,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	54,4	44,0	53,1	56,6	56,4	61,5	60,5	61,3	1,2%	8,3%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,4	1,0	10,7	8,3	4,3	4,3	4,3	4,3	0,0%	-48,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	64,5	63,6	39,9	48,4	47,7	46,9	44,9	43,6	-2,9%	-9,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>290,8</b>	<b>311,6</b>	<b>324,9</b>	<b>503,7</b>	<b>484,1</b>	<b>495,4</b>	<b>495,0</b>	<b>481,6</b>	<b>-2,7%</b>	<b>-4,4%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	76,8	80,4	83,4	87,2	88,9	91,4	92,6	93,4	0,8%	7,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,2	5,9	5,7	5,4	5,4	5,3	5,2	5,2	0,0%	-2,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	11,4%	-12,1%
<i>dont actions</i>	8,5	11,3	11,5	177,6	153,0	154,8	152,0	136,2	-10,4%	-23,3%
<i>dont obligations</i>	9,7	7,3	7,3	13,1	13,9	13,7	13,3	12,9	-3,1%	-1,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	23,9	21,6	20,6	16,0	15,4	16,8	16,4	16,1	-1,6%	0,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	164,8	184,2	195,4	203,6	206,7	212,7	214,7	217,0	1,1%	6,6%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : décembre 2013